

**Numéro de consultation : DGPE-2025-039**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES  
COMMUN AUX DEUX LOTS (6 ETUDES)**

**Réalisation de 6 études de cas pour l'évaluation des impacts  
du CASDAR (à partir de la méthode ASIRPA)**

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune question envoyée par mail aux services ou posée par téléphone ne sera traitée.

## SOMMAIRE

1 – Objet du marché.....	3
2 – Éléments de contexte .....	4
2.1. La méthode ASIRPA .....	4
2.2. L'évaluation du CASDAR : une double mise en perspective.....	5
2.2.1. Un rôle du CASDAR dans la définition des objectifs, des problématiques et des thématiques sur lesquels doivent porter les interventions des acteurs qui bénéficient de son financement .....	6
3 – Objectifs, contenu et méthode des études .....	9
3.1. Objectifs généraux des études .....	9
3.2. Contenu détaillé et méthodes .....	10
4 – Allotissement du marché .....	11
5 – Pilotage et suivi de la prestation.....	12
5.1. Pilotage .....	12
5.2. Planification de l'étude .....	12
5.3. Nature des livrables et valorisation de l'étude .....	13
5.4. Calendrier .....	14
6 – Obligations du titulaire .....	15
Exclusion des bénéficiaires du CASDAR de la procédure .....	15
Participation aux différentes instances .....	15
Remise des livrables .....	15
Confidentialité .....	15
7 – Annexe.....	15

## 1 – Objet du marché

En 2006 a été institué le compte d'affectation spécial pour le développement agricole et rural (CASDAR). Depuis 18 ans, cet outil, comprenant deux programmes budgétaires, permet de financer le développement agricole et rural générant de nombreux impacts en termes de développement de connaissances, de diffusion de celles-ci et de changements de pratiques agricoles.

Le CASDAR est l'instrument financier du programme national de développement agricole et rural, provenant d'une taxe prélevée sur les produits de l'agriculture, plafonnée à 146 millions d'euros par an. Il permet de financer à la fois des programmes pluriannuels de chambres d'agriculture, d'instituts techniques agricoles et d'Organismes nationaux à vocation agricole et rural (ONVAR). Il soutient également des projets, portés potentiellement par tous les acteurs de la recherche et du développement agricole en France. Il finance enfin l'animation d'autres dispositifs, tels que les groupements d'intérêt économique et environnemental. Il est donc logique que soient recherchés les impacts des financements associés à ces dispositifs, dans tous les secteurs de l'agriculture, par exemple les programmes et projets qui concernent la valorisation des haies, le développement des circuits courts ou la baisse des intrants en arboriculture, pour ne prendre que quelques exemples ayant déjà donné lieu à différentes études.

Pour mesurer ces impacts, les services de l'Etat se sont appuyés sur la méthode ASIRPA (pour analyse des impacts de la recherche publique agronomique). Celle-ci, issue de l'INRAe, est un outil d'évaluation des politiques publiques qui a été adapté au CASDAR, en 2020, pour estimer la contribution de ce dernier à des impacts qu'il est désormais possible d'identifier, au travers d'études de cas portant sur des sujets clairement définis. Aujourd'hui, 10 de ces études ont déjà été réalisées, par l'ACTA (association de coordination technique agricole) et par la Direction Générale de la Performance Économique et Environnementale des entreprises du Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire). A terme, la méthode ASIRPA a vocation à être diffusée plus largement au sein de l'écosystème des acteurs (bénéficiaires des aides, structures publiques, associations, ...).

L'objet du marché consiste à réaliser 6 nouvelles études de cas, s'appuyant sur la méthode ASIRPA adaptée au CASDAR, et sur des sujets préalablement définis par la DGPE. Ces études de cas porteront sur la période 2006-2021 (donc ex-post) et sur l'entièreté du CASDAR (programmes 775 et 776).

### 2.1. La méthode ASIRPA

La méthode ASIRPA a été conçue par l'INRAe pour analyser les impacts sociétaux d'un organisme de recherche publique. Les concepteurs sont partis du constat que les méthodes existantes d'évaluation de l'impact de la recherche avaient plusieurs limites :

- i) En premier lieu, les méthodes habituellement utilisées s'inscrivent généralement dans un cadre d'évaluation qui a pour objectif d'attribuer le résultat à l'action de tel ou tel intervenant. Or, les impacts de la recherche sont le résultat des activités et des interactions d'une diversité d'acteurs publics et privés. L'attribution des impacts de la recherche à un acteur particulier est donc d'autant plus délicate que les réseaux d'innovation sont complexes ;
- ii) Deuxièmement, la grande majorité des méthodes existantes sont conçues pour l'évaluation des seuls impacts économiques alors que de nombreux organismes de recherche souhaitent évaluer la diversité des impacts sociétaux situés au cœur de leurs missions ;
- iii) Une troisième difficulté provient de la temporalité des impacts, alors que l'INRAE estime, dans sa présentation de la méthode ASIRPA<sup>1</sup>, que le délai entre le début des recherches et le constat d'impacts significatifs pour la société peut être important.

Le postulat sur lequel repose la méthode ASIRPA est que la réalisation d'études de cas standardisées permet non seulement de mesurer l'impact auquel contribue la recherche mais également de produire des connaissances sur les mécanismes générateurs d'impacts afin de les améliorer. En effet, les approches par études de cas permettent une compréhension fine des phénomènes. En revanche, il n'est généralement pas possible de tirer d'un ensemble d'études de cas des enseignements à un niveau d'agrégation plus élevé (ex. à l'échelle d'un institut, ou ici d'un programme et d'un financement particulier). Pour dépasser cette limite, il est nécessaire de standardiser les méthodes d'analyse et de production des études de cas afin de permettre la réalisation d'une métaanalyse sur la base d'un nombre suffisant d'études de cas. C'est ce que proposent les concepteurs de la méthode ASIRPA (INRAe) dont l'adaptation au CASDAR a été réalisée, entre 2020 et 2022, par l'ACTA.

---

<sup>1</sup> <https://www.inrae.fr/dossiers/evaluer-limpact-societal-recherches-dinrae-methode-asirpa/ouvrir-boite-noire-limpact-societal-recherches-methode-asirpa>

## La démarche ASIRPA de réalisation de l'étude de cas

La démarche est initiée par une hypothèse concernant le possible lien de causalité entre un ensemble de recherches passées et un impact sociétal constaté aujourd'hui. Partant de cette hypothèse d'impact, l'étude de cas va consister à identifier, d'une part, les différents acteurs ayant participé, ayant influencé ou ayant été impacté au fil du processus d'innovation et, d'autre part, les actions ou les ressources qu'ils ont mobilisées à cette fin. L'objectif est de produire un livrable mettant en avant les éléments remarquables du processus.

La méthode ASIRPA mobilise divers outils, notamment un chemin d'impact, qui est la représentation visuelle d'une théorie du changement dite simplifiée, dans le sens qu'on ne teste pas systématiquement toutes les hypothèses nécessaires et suffisantes, mais qu'on en expose simplement les étapes en analysant pour chacune d'entre elles la contribution mesurable des acteurs et le caractère complémentaire des interventions. D'autres outils complètent la démarche, comme un plan standardisé de réalisation des études de cas permettant de dériver des analyses d'une collection d'études et cas, une exploration systématique de la diversité des impacts résumés dans un tableau et un diagramme de Kiviati, et une chronologie inscrivant les actions des acteurs dans la temporalité.

## 2.2. L'évaluation du CASDAR : une double mise en perspective

La méthode ASIRPA a initialement été conçue pour évaluer l'impact d'un institut de recherche : l'INRAe. Les études de cas réalisées visent à éclairer la manière dont les interventions de chercheurs de différents départements de l'institut ont contribué, au sein d'un réseau d'acteurs, à générer des transformations et impacts sur différents sujets d'importance pour la société. L'application de la méthode d'évaluation des impacts d'un financement du CASDAR conduit à envisager une double perspective :

- Quelles sont les contributions des interventions des acteurs dont la réalisation est couverte, tout ou partie, par des fonds du CASDAR ?
- En quoi le cadrage du CASDAR oriente les interventions des acteurs et influence de ce fait, les transformations et impacts auxquels elles contribuent ?

### **2.2.1. Un rôle du CASDAR dans la définition des objectifs, des problématiques et des thématiques sur lesquels doivent porter les interventions des acteurs qui bénéficient de son financement**

Mentionné aux articles L. 820-1 à L. 820-3 du code rural et de la pêche maritime (CRPM), le programme national de développement agricole et rural (PNDAR) fixe les principales orientations dans lesquelles doivent s'inscrire les actions conduites par les acteurs de la recherche, du développement et de l'enseignement agricole financées par des fonds publics du Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire. L'article R. 822-1 du CRPM dispose qu'il revient au ministre chargé de l'agriculture, après concertation avec les organisations professionnelles agricoles, de définir les priorités du développement agricole et rural, rappelées dans le PNDAR. Celui-ci est alors validé pour une période de 5 ans. Trois programmations se sont écoulées depuis la mise en place du premier PNDAR par l'Agence de développement agricole et rural (ADAR) en 2004 : PNDAR 2004-2008, 2009-2013, 2014-2020 (prolongé sur 2021 du fait de la crise sanitaire liée au Covid). Le PNDAR 2022-2027 est actuellement en cours.

Alimenté par une taxe plafonnée prélevée sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles, le compte d'affectation spécial « Développement agricole et rural » (CASDAR) permet de financer des actions relevant du PNDAR, en co-financement avec des ressources professionnelles et, le cas échéant, avec divers autres financements publics, européens, nationaux ou régionaux.

L'obligation faite aux acteurs de la recherche, du développement et de l'enseignement bénéficiaires de financements publics du ministère chargé de l'agriculture *via* le CASDAR, d'inscrire tout ou partie de leurs actions dans les orientations du PNDAR a pour objectif d'assurer :

- que celles-ci relèvent des répondent aux priorités nationales pour le développement agricole et rural. Les enjeux pour les travaux sont alors de permettre de trouver des solutions innovantes à court terme, aux problèmes actuels que rencontre le monde agricole, mais également d'anticiper les besoins et réponses aux sujets émergents, et ce, en garantissant un accès à tous, aux résultats et solutions élaborées ;
- que celles-ci soient cohérentes avec les autres dispositifs financiers et politiques pouvant concerner le secteur au niveau européen (PAC, Pacte vert...), national (Plan Ecophyto) ou local (FEADER), ainsi que des plans filières.

### 2.2.2. Un rôle du CASDAR dans la définition des modalités d'intervention et la coordination des actions via l'encadrement des formes d'interventions

Au travers de ses deux programmes :

- Le programme 776 « Recherche appliquée et innovation en agriculture » qui cible prioritairement les actions de recherche finalisée et appliquée ;
- le programme 775 « Développement et transfert en agriculture » qui cible prioritairement les actions de diffusion des connaissances par l'information, la démonstration, la formation et le conseil ».

Le CASDAR soutient des actions depuis la production de connaissances opérationnelles et d'innovations jusqu'à l'accompagnement des agriculteurs actuels et futurs tout au long de leur parcours professionnel (formation, installation, conception et pilotage des systèmes de production).

Le CASDAR soutient financièrement les activités de réseaux et des structures associées, avec lesquelles il conventionne sur la base de contrats d'objectifs (pour les têtes de réseaux) et de programmes pluriannuels (pour chaque structure). Ces réseaux sont :

- les chambres d'agriculture et leur tête de réseau Chambres d'agriculture France ;
- les instituts techniques agricoles et leur tête de réseau l'ACTA ;
- les organismes nationaux à vocation agricole et rurale (ONVAR)<sup>2</sup> sélectionnés en 2021.

Une partie de l'enveloppe CASDAR est allouée à chaque structure pour la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de son programme pluriannuel.

Le PNDAR poursuit également l'objectif de renforcer les synergies entre les parties-prenantes du réseau du système de connaissances et d'innovation en agriculture et de favoriser des voies d'innovation impliquant davantage d'autres acteurs du monde agricole (agriculteurs notamment) et au-delà (acteurs de la société civile...). En plus des programmes pluriannuels évoqués ci-dessus, le CASDAR finance alors également :

- des projets multi-partenariaux, d'une durée variée, sélectionnés par un processus compétitif d'appels à projets ;
- des réseaux d'acteurs issus de différentes structures aux compétences et intérêts différents mais complémentaires fédérés autour de thématiques communes.

La Cour des comptes est revenue à plusieurs reprises sur la question des impacts

---

<sup>2</sup> Les ONVAR sont des structures nationales, associatives ou coopératives, dont le principe d'intervention repose sur l'implication directe des agriculteurs dans les actions conduites. Les ONVAR portent une ambition de transformation des pratiques agricoles vers l'agroécologie ainsi que de redynamisation des liens entre agriculteurs et avec les territoires. Depuis un appel à reconnaissance lancé par le ministère en charge de l'agriculture en 2021, 19 structures bénéficient de financements de celui-ci au titre d'ONVAR.

du CASDAR, et a incité le ministère à mettre en place les moyens et méthodes nécessaires à l'instauration d'une véritable culture de l'impact, en particulier pour les bénéficiaires des fonds du CASDAR. Cette notion apparaît expressément dans la note d'orientation du PNDAR 2022-2027.

Parallèlement, en 2020, à la demande du ministère en charge de l'agriculture, **la méthode ASIRPA a été adaptée** lors de travaux réalisés par l'ACTA, qui a ainsi réalisé un guide méthodologique en septembre 2024 permettant désormais de réaliser des études de cas sur des sujets définis.



### 3 – Objectifs, contenu et méthode des études

#### 3.1. Objectifs généraux des études

L'objectif général de l'ensemble de ces 6 études est de montrer les impacts du CASDAR sur six thématiques différentes et des territoires d'étude également distincts. La réalisation de ces études contribuera à éprouver la démarche ASIRPA sur le CASDAR, démarche qui nécessite d'être testée sur un nombre suffisant d'études pour être considérée comme méthode de référence. Il deviendra alors possible de réaliser une méta-analyse transversale, comme l'INRAe a pu le faire, pour que soit évaluée, de manière globale (c'est-à-dire toutes filières de l'agriculture française confondues, et sur l'ensemble du territoire national) la valeur ajoutée des financements issus du CASDAR. À l'heure actuelle, dix études de cas suivant la méthode ASIRPA appliquée au CASDAR ont été réalisées par la DGPE et l'ACTA. Il est considéré que six études supplémentaires sont nécessaires pour conduire une méta-analyse robuste qui sera confiée à l'INRAe.

Par ailleurs, il est attendu que la multiplication des études de cas encourage la diffusion de la méthodologie et son appropriation par l'ensemble des acteurs du développement agricole et rural.

Les études menées devront répondre aux sujets suivants (les études 1 à 6 étant totalement distinctes) sur la période 2006-2021 (donc ex-post) et sur l'entièreté du CASDAR (programmes 775 et 776) :

1. En quoi le Casdar a contribué à la diminution de la pénibilité du travail en maraîchage, en Bretagne ?
2. En quoi le Casdar a contribué au développement de l'agriculture biologique, dans les départements de la Drôme et de l'Ardèche (dans une ou plusieurs filières, à préciser) ?
3. En quoi le Casdar a contribué à l'amélioration des conditions du salariat dans les cultures pérennes (viticulture, arboriculture) du Sud de la France ?
4. En quoi le Casdar a contribué à la baisse de l'usage des antibiotiques en élevage bovin, en région Pays de Loire ?
5. En quoi le Casdar a contribué à la modification des pratiques de l'élevage des poulets de chair, dans une région de production sous signe de qualité ?
6. En quoi le Casdar a contribué au développement du bien-être animal, en élevage bovin extensif et dans le Centre de la France ?

Toute la documentation relative à chacune de ces études sera mise à disposition du titulaire, en particulier les documents issus des dispositifs financés par le CASDAR et à la méthode ASIRPA.

## **3.2. Contenu détaillé et méthodes**

### **3.2.1. Phase 1 – Phase exploratoire**

Le porteur de ces études de cas va d'abord devoir se familiariser avec la méthode ASIRPA puis réaliser, pour chacune des six études, un recueil bibliographique approfondi pour ce qui concerne les livrables financés par le CASDAR. Il s'agit à la fois des livrables issus des programmes pluriannuels (des chambres d'agriculture, des instituts techniques et des ONVAR) et des livrables issus d'autres dispositifs, tels que les projets lauréats des appels à projet du PNDAR, les actions thématiques transversales, les actions d'accompagnement, les groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE), etc.

A partir de ces études bibliographiques, le porteur de ces études de cas devra identifier des spécialistes, en général nationaux, des sujets traités : il s'agit le plus souvent de chercheurs, enseignants-chercheurs ou de personnels administratifs spécialisés, susceptibles de contribuer à l'identification des experts, territorialisés ou non. Ceux-ci n'interviennent que dans la préparation de l'étude de cas en aidant à définir les acteurs impliqués.

Cette phase exploratoire peut durer environ 1 mois, et doit également permettre d'approfondir les principales transformations envisagées dans l'intitulé de chacune des études.

### **3.2.2. Phase 2 – Phase d'entretien avec les experts et d'analyse**

Les experts identifiés au cours ou à l'issue de la phase exploratoire seront auditionnés dans le cadre d'entretiens semi-directifs, ciblés (voir notamment le guide méthodologique) : de l'ensemble de ces entretiens naîtra tout d'abord la clarification de « l'arbre à problème », puis l'identification des impacts du CASDAR et l'élaboration du chemin d'impact, développé dans chacune de ses composantes (acquisition de connaissance, déploiement, ...).

Un groupe de 6 à 10 experts, et autant d'entretiens ciblés à mener, apparaît comme le minimum à constituer pour obtenir les informations nécessaires pour finaliser l'analyse. Ces experts doivent provenir d'horizons aussi variés que possible, avec en particulier une représentation équilibrée entre les différentes familles du développement agricole et rural en France (Chambres d'Agriculture, instituts techniques agricoles et ONVAR) et d'autres organismes et dispositifs pertinents (GIEE, établissements d'enseignement agricole, ...).

L'ensemble de cette phase pourra nécessiter entre 2 et 3 mois de travaux pour chacune des 6 études de cas, selon les disponibilités des experts en particulier.

### 3.2.3. Phase 3 – Phase de validation et de restitution

Après avoir collecté toutes les informations nécessaires à l'élaboration de l'analyse, le porteur de ces études de cas devra faire valider le projet de chemin d'impact auprès de l'ensemble des experts réunis en une séance permettant de livrer les conclusions. Celles-ci prendront essentiellement la forme du récit du chemin d'impact (livrable L3, paragraphe 5.3) dans lequel seront détaillés ces impacts provenant de 5 catégories à distinguer (impacts environnementaux, économiques, sociaux, réglementaires et sanitaires), et en les classant en impacts « avérés », impacts « attendus » et impacts « espérés ». Le schéma général du chemin d'impact devra faire apparaître clairement les éléments pour lesquels aura pu être mis en évidence un financement directement issu du CASDAR. L'ensemble de ces dispositifs financés par le CASDAR constituera une partie bien identifiée dans le livrable principal, qualifiée de « récit du chemin d'impact » (selon l'expression consacrée par la méthode) et comportant également les autres outils décrits dans le guide méthodologique (arbre à problème, phrase à trous, frise historique comportant les éléments de contexte).

## 4 – Allotissement du marché

Le marché est composé de deux lots constitués de trois études portant respectivement sur les secteurs animal et végétal.

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

Intitulés des lots	Composition des lots
<b>Lot 1 : Secteur végétal</b>	Etude 1 : "En quoi le Casdar a contribué à la diminution de la pénibilité du travail en maraîchage, en Bretagne ?"
	Etude 2 : "En quoi le Casdar a contribué au développement de l'agriculture biologique, dans les départements de la Drôme et de l'Ardèche (dans une ou plusieurs filières, à préciser) ? "
	Etude 3 : "En quoi le Casdar a contribué à l'amélioration des conditions du salariat dans les cultures pérennes (viticulture, arboriculture) du Sud de la France ?"
<b>Lot 2 : Secteur animal</b>	Etude 4 "En quoi le CASDAR a contribué à la baisse de l'usage des antibiotiques en élevage bovin, en région Pays de Loire ? "
	Etude 5 "En quoi le Casdar a contribué à la modification des pratiques de l'élevage des poulets de chair, dans une région de production sous signe de qualité ? "
	Etude 6 : "En quoi le Casdar a contribué au développement du bien-être animal, en élevage bovin extensif et dans le Centre de la France ?"

## 5 – Pilotage et suivi de la prestation

### 5.1. Pilotage

L'étude est commanditée par la Direction générale de la Performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) et suivie par le bureau du développement agricole (SDPE/BDA). Elle est financée par le CASDAR. Le bureau du développement agricole indiquera au titulaire du marché, lors de la mise en place du marché, l'identité d'un référent technique ministériel. De son côté, le titulaire devra confirmer l'identité du responsable de l'étude en charge de la coordination du marché (exécution des prestations et facturation).

L'étude est pilotée par un comité de pilotage composé de personnes maîtrisant le fonctionnement du CASDAR, à la fois en interne (DGPE, DGER) et en externe (INRAe, ACTA). Des bureaux techniques du ministère sont également mobilisés en fonction du sujet traité. En tant que commanditaire principal, la DGPE préside ce comité. Celui-ci dirige, oriente, évalue et suit le travail mené par le prestataire. Il valide tous les livrables (cf. 5.3). Sa composition pourra être modifiée en tant que de besoin, sur décision du commanditaire.

Au surplus, des points d'étape intermédiaires entre le MAASA/service prescripteur technique et le prestataire seront organisés en tant que de besoin, en présentiel, par téléphone, par mail ou par visioconférence.

Le prestataire devra prévoir, en amont de chaque comité de pilotage, un temps de préparation avec les responsables du MAASA/service prescripteur technique. Les éléments et les choix à soumettre au comité de pilotage y seront notamment discutés. Les documents devant être présentés au comité de pilotage seront transmis par courriel aux représentants du MAASA/service prescripteur technique au moins une semaine à l'avance.

À l'issue de chaque réunion du comité de pilotage et du groupe de travail prospectif, le prestataire rédigera un compte-rendu de réunion qui sera soumis à la validation de l'ensemble des participants au plus tard une semaine après la tenue de la réunion.

Les décisions prises lors du comité de pilotage et des séances du groupe de travail prospectif engageant la suite des prestations, les échanges entre le titulaire et les différentes parties, pour valider définitivement la retranscription, ne devront pas excéder deux semaines par rapport à la date de tenue de la réunion.

### 5.2. Planification de l'étude

La planification de la prestation est établie en cohérence avec la durée de chaque étude, fixée à 6 mois. Cette durée court à compter de la date mentionnée dans le premier ordre de service.

Deux équipes d'experts sont composées afin d'assurer un rôle d'appui méthodologique, et

de validation de l'avancement et des outils construits. On distingue d'une part l'équipe spécialisée sur les productions végétales en charge du suivi des études de cas 1 à 3 décrites en partie 3.1, et d'autre part l'équipe spécialisée sur les productions animales en charge du suivi des études de cas 4 à 6. Les COPIL seront ainsi mutualisés pour chacun des deux lots.

En concordance avec la méthode ASIRPA adaptée au CASDAR, chaque étude fait l'objet de trois à quatre comités de pilotage (COPIL) réunis lors de réunions présentiels, en présence du prestataire, réparties par exemple de la manière suivante :

- 1 mois environ après le début de l'étude, pour valider le calendrier prévisionnel, ajuster le cas échéant la démarche et les méthodes proposées, décider des modalités de communication sur la réalisation de l'étude prospective ;
- Au milieu de l'étude de cas, pour discuter de l'état d'avancement des travaux et présenter les premiers résultats. En fonction de cet avancement et de la quantité de données à partager, il peut également être décidé conjointement entre le titulaire et le comité de réaliser deux COPIL intermédiaires :
  - à l'issue de la phase 1 des études de cas (*phase exploratoire*) pour partager les constats issus de ce travail et faire un premier tour de piste des variables/hypothèses potentiellement pertinentes pour alimenter l'exercice prospectif proprement dit et les prioriser ;
  - à l'issue de la phase 2 des études de cas (phase d'entretien avec les experts, et d'analyse) pour partager les constats issus de ce travail et envisager la phase de validation et de restitution ;
- À la fin de l'étude, pour valider le contenu des livrables et éventuellement servir d'atelier de restitution.

Le prestataire indiquera dans son offre les délais prévus entre les réunions du comité de pilotage et du groupe de travail pour chaque étude, sachant que le délai global entre la date mentionnée dans le premier ordre de service (qui correspondra à la date de la 1<sup>ère</sup> réunion du COPIL) et la 4<sup>e</sup> réunion du COPIL de l'étude sera de 6 mois maximum.

### **5.3. Nature des livrables et valorisation de l'étude**

Chaque étude donnera lieu à la livraison des éléments suivants :

L1 : un rapport relatif à la phase 1 de l'étude (phase exploratoire). Il sera livré une semaine avant la tenue du 2<sup>e</sup> comité de pilotage, sous formats numériques «.odt », «.docx » et «.pdf » ;

L2 : un rapport relatif à la phase 2 de l'étude (phase d'entretien avec les experts, et d'analyse). Il sera livré une semaine avant la tenue du 3<sup>e</sup> comité de pilotage, sous formats numériques «.odt », «.docx » et «.pdf » ;

L3 : un rapport complet, qualifié de « récit de chemin d'impact », sous formats numériques « .odt », « .docx » et « .pdf », d'un format entre 25 et 40 pages (annexes comprises) et comportant tous les éléments constitutifs des bases de la méthode ASIRPA adaptée au CASDAR (cf 4.).

Le prestataire veillera à ce que les études puissent être comparées dans une future méta-analyse, avec des livrables similaires, des formats exploitables (csv), des indicateurs communs pour toutes les études (ex : nombre d'agriculteurs impliqués, surface concernée, réduction des intrants), en cohérence avec la réflexion plus globale sur l'impact du PNDAR. Il portera également son attention sur l'anonymisation des données et la propriété intellectuelle des données.

L4 : un « poster » (document de communication, à faire de manière similaire à ceux déjà réalisés lors des études précédentes) de présentation de chaque étude de cas (formats « .pptx », « .odp » et « .pdf ») présentant les résultats finaux de l'étude.

L5 : une restitution orale de chaque étude de cas, à destination des agents du MAASA et autres partenaires concernés, identifiés au COPIL 2. La date et les conditions de cette restitution auront également été fixés à l'issue du COPIL 2.

Les trois derniers livrables sont attendus au plus tard 7 mois à compter de la date mentionnée dans le premier ordre de service.

Les comptes rendus des réunions du comité de pilotage et du groupe de travail, visés au 4.1., seront également fournis aux formats « .odt », « .docx » et « .pdf » ainsi que les diaporamas des séances de travail du groupe prospectif aux formats « .pptx », « .odp » et « .pdf ».

Sur la page de couverture de l'ensemble de ces livrables devront figurer les éléments suivants, sauf indication contraire de l'acheteur : « Étude commandée par le Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire (MAASA), financée par le CASDAR et par les autres membres du groupement de commande. Ce document n'engage que ses auteurs et ne constitue pas nécessairement le point de vue du MAASA et des cofinanceurs. Marché n° DGPE-2025-039 ».

Si des solutions d'optimisation d'organisation sont proposées par le prestataire, elles seront étudiées par la DGPE en accord avec les Comités de pilotage des 6 études.

## **5.4. Calendrier**

Le soumissionnaire proposera dans son offre un calendrier adapté aux méthodes proposées, et détaillant l'articulation entre les différentes phases. Ce calendrier devra intégrer les délais prévus entre les réunions du groupe de travail et les réunions de COPIL et ceux pour la fourniture des différents livrables, en particulier le temps de rédaction nécessaire pour les livrables L3 à L5.

## 6 – Obligations du titulaire

### Exclusion des bénéficiaires du CASDAR de la procédure

Les bénéficiaires du CASDAR (ONVAR, Chambres d'Agriculture, instituts techniques...) ne sont pas admis à candidater au motif qu'un conflit d'intérêt peut potentiellement se présenter.

### Participation aux différentes instances

Le titulaire du marché est tenu d'assister à toutes les rencontres prévues dans le cadre des prestations : réunions en face à face ou par visio-conférence, entretiens, ateliers, déplacements et visites sur sites, séminaires.

Toute absence injustifiée ou répétée occasionne l'application de pénalités prévues au CCAP.

### Remise des livrables

Le titulaire du marché est tenu de produire des livrables, listés à l'article 5 du présent CCTP.

Le CCAP précise les pénalités applicables. Par ailleurs, le paiement des prestations est conditionné par la remise et la validation des livrables prévus.

### Confidentialité

Conformément à l'article 8.3.3. du CCAP du présent marché, le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, qui, soit avant réception de la commande, soit au cours de son exécution, ont reçu communication de renseignements, documents, éléments ou objets quelconques dont la personne publique a expressément indiqué la nature confidentielle, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication, qui ne peut, sauf autorisation, être divulguée à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle peut recevoir du titulaire.

Le régime de propriété de l'étude est précisé à l'article 10 du CCAP.

## 7 – Annexe

Guide pratique études de cas ASIRPA CASDAR